

L'EDITO

N° 16

Décembre 2011

Légitime défense..!

Vous en avez assez de devoir payer toujours plus et de toucher toujours moins ? Attendez-vous à ce que ce soit encore pire dans les mois, voire les semaines à venir !

On peut craindre, en effet, après les déclarations du président et de ses ministres, que, parmi d'autres mesures rétrogrades, soit mise en place la soi-disant TVA sociale. De quoi s'agit-il ? C'est en fait le financement, par la TVA, de la part patronale des cotisations sociales. Autrement dit, chaque consommateur, quels que soient ses revenus, avec une TVA à 21 % au lieu de 19,6 %, va permettre aux entreprises de bénéficier d'allègements de cotisations dans le seul intérêt des actionnaires. L'argument utilisé est, une nouvelle fois, qu'il faut baisser « le coût du travail ». Pour qui ? Pour les actionnaires exclusivement, puisque ces entreprises n'investissent pas dans l'outil de travail, mais au contraire délocalisent dans les pays à bas coût où l'exploitation des salariés se fait sans vergogne. Cette TVA sociale n'a donc rien de social, elle est au contraire particulièrement inégalitaire puisque le retraité qui touche une pension de 900 euros par mois y est assujéti de la même façon que le patron de grande entreprise à 9000 euros par jour !

La plupart des syndicats se sont prononcés pour des journées d'action, notamment le 13 décembre. Cela suffira-t-il à empêcher que les technocrates de Bruxelles, qui n'ont aucune légitimité, n'étant pas élus, ne prennent le pouvoir dans notre pays, comme ils le font en Grèce et en Italie, s'opposant à toute élection, bâillonnant le peuple.

Les peuples souffrent, en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Angleterre, en France, en Allemagne aussi... à quand une action coordonnée au niveau européen ?

Nous avons bien oublié la belle recommandation de Marx « Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! » : qu'attendons-nous pour nous unir ? La télévision et les médias, dans les mains des grands patrons, nous mentent, nous rendent responsables d'une situation dans laquelle nous n'avons joué aucun rôle et nous affolent avec les montants pharamineux d'une dette qui n'en est pas une (voir en page 3). Les ministres sont convoqués, les uns après les autres, à la télévision ou dans les radios pour distiller la bonne parole « il faut absolument se serrer la ceinture » tandis qu'eux dépensent sans compter (ainsi le coût de la suite à l'hôtel du président lors du G20 : 37 000 euros la nuit !). Pour les fêtes de fin d'année ce sera caviar pour certains, mais sans doute Secours Populaire pour beaucoup d'autres. Voilà ce que les capitalistes ont fait de la France du 21^{ème} siècle !

La mobilisation en Europe

- ***30 novembre, grève du secteur public, en Grande-Bretagne.***
- ***2 décembre, grève nationale en Belgique.***
- ***3 décembre, grève générale contre l'austérité, en Grèce***
- ***3 décembre, manifestation des travailleurs des services publics, en Hongrie.***
- ***10 décembre, journée d'action contre l'austérité, en Lituanie.***
- ***12 décembre, grève générale en Italie contre les nouvelles mesures d'austérité.***
- ***13 décembre, journée d'action contre l'austérité et une autre répartition des richesses, en France.***

Sommaire

- 1 . L'édito
- 2 . L'action
- 3 . L'information
- 4 . L'orga : le point/La vie des sections

Journée d'ACTION du 13 DECEMBRE

La CE de l'Union Confédérale des Retraités CGT a décidé de s'inscrire dans les initiatives confédérales et fédérales, tout en portant les revendications propres des retraités. Et ces revendications sont nombreuses, qu'elles concernent l'augmentation des pensions, la nouvelle taxe sur les mutuelles, les dépassements d'honoraires, la prise en charge de la charte d'autonomie, le besoin de maisons de retraite décentes, etc... Avec les actifs, mobilisons-nous le 13 décembre !

Dès début décembre étaient prévues des initiatives dans chaque département avec, le plus souvent, des rassemblements, notamment devant les préfectures, les banques ou institutions financières, mais rarement des manifestations. Sur le secteur de Roussillon (Isère), par exemple, les actifs seront en grève de 10 à 12 heures et la manifestation dans l'agglomération rassemblera actifs et retraités.

Ce type de mobilisations est-il à la hauteur des enjeux ? Allons-nous faire moins que les salariés des autres pays européens ?

Des salariés français de Sanofi à Milan



Le 2 décembre, une délégation des syndicats CGT de Sanofi s'est rendue à Milan pour soutenir les salariés italiens en lutte contre la

fermeture du site de recherche de Milan. Au total, près de 600 postes devraient être supprimés. Une trentaine de militants représentant les sites de Vitry, Romainville, Sisteron, étaient présents à Milan pour soutenir les 64 salariés du site qui étaient dans la rue, rejoints par des salariés du siège et de la production. Il y avait au moins 150 personnes rassemblés devant le site. De nombreux renseignements et contacts ont été pris, avec une volonté commune de continuer ensemble au niveau européen et voir comment on peut élargir à l'ensemble des pays européens où Sanofi est implanté.

Les salariés d'Arkema manifestaient devant le siège du premier chimiste français, le 5 décembre

Lors d'un CCE extraordinaire, le 23 novembre, Arkéma a annoncé la cession, pour 1 €, de son pôle vinylique qui fabrique du PVC pour le secteur du bâtiment en Europe, et réalise un chiffre d'affaires de 1 milliard. Son objectif annoncé est de se recentrer sur la chimie de spécialités, plus prometteuse. En France, le PVC est produit sur quatre sites : Balan (Ain), Berre (Bouches-du-Rhône), Saint-Fons (Rhône) et Saint-Auban (Alpes de Haute-Provence). Les 1780 salariés français et les 850 salariés hors de France seraient transférés dans la nouvelle entité dont le siège social serait basé à Lyon. Les dirigeants d'Arkéma avaient pourtant toujours exclu une cession pure et simple de l'activité « produits vinyliques »....

Retraités sanctionnés à Marseille !



Plusieurs centaines de retraités de Marseille et du département (100 000 sur toute la France) partis en retraite dans le cadre de la loi Fillon dite loi « longues carrières » se sont vu notifier par la

CARSAT Sud-Est (ex. CRAM) la remise en cause de leurs droits à la retraite : depuis des mois le versement de leur pension a été supprimé ! C'est un véritable scandale, ces retraités n'ont plus aucun revenu, même si la solidarité se manifeste. La retraite est un droit et la CARSAT n'a aucun droit et aucune compétence pour la supprimer ou pour exiger le remboursement de pensions déjà versées (jusqu'à 70 000 euros). Les retraités ont mené plusieurs actions à Martigues, Istres, et, notamment, le 22 novembre, devant le siège de la CARSAT à Marseille : une délégation de représentants syndicaux y a été reçue et a obtenu l'assurance que les dossiers vont être ouverts, Des avancées ont été obtenues, mais il reste des milliers de retraités pénalisés : l'Administration privilégie la thèse de la présomption de culpabilité et procède à la suppression rétroactive de pensions pourtant validées lors de l'étude des droits !

« Un peuple sans mémoire est condamné à re-vivre son passé »

- Dans le cadre des Rencontres de l'Institut CGT d'Histoire Sociale : **Le Front National démasqué par l'histoire** Jeudi 19 janvier, de 9 h 00 à 17 h 00, au siège de la CGT.

➤ Session 1 : les visages du fascisme au 20^{ème} siècle.

➤ Session 2 : le Front national au travail.

➤ Pour s'inscrire Avant le 13 janvier ☎ 01 48 18 84 90.

« De l'histoire sociale d'hier aux enseignements d'aujourd'hui »

- **Colloque les 20 et 21 mars, organisé par le collectif d'histoire sociale de la FNIC** (avec Annie Lacroix-Riz, historienne de renommée nationale).

Parmi les thèmes abordés : la crise de 1929 (comment est-elle arrivée, ce qui s'en est suivi), l'attitude du patronat de nos industries dans cette période, les évolutions de 1945 à 2012, quelles perspectives pour notre société...

Pour s'inscrire, contacter la FNIC ☎ 01 48 18 80 36 ou l'UFR ☎ 01 48 18 80 29

- Goldman Sachs



Je viens de visionner un documentaire que j'avais enregistré, produit par Canal et diffusé le 9 novembre (à voir sur youtube <http://www.youtube.com/watch?v=XQ3sXFGGoDes> « Les nouveaux maîtres du monde ».

Très bien fait, il tourne autour du rôle de Goldman Sachs dans ce qui nous arrive et ce qui va nous arriver si on laisse faire : à regarder sans modération et à faire visionner dans tous les endroits de résistance au totalitarisme financier.

Avec le film « Wall Street, l'argent ne dort jamais », diffusé le 12 novembre et le procès fiction « Cleveland contre Wall Street » récemment diffusé également, on a un panel d'arguments et de preuves sur ce qu'on nous prépare depuis des années, des dizaines d'années!!.

Ainsi, Karl Marx commentait, en 1848, ce qui nous arrive aujourd'hui dans "la lutte des classes en France" Quelques extraits :

«Après la révolution de juillet,...Laffitte laissa échapper ce mot : Désormais, ce sera le règne des banquiers...Ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-

Philippe, mais seulement une fraction de celle-ci... l'aristocratie financière. Par ses embarras financiers, la monarchie de Juillet fut dès lors dépendante de la grande bourgeoisie, et cette dépendance fut la source inépuisable d'une gêne financière croissante... Il était impossible de subordonner la gestion de l'Etat à l'intérêt de la production nationale sans équilibrer le budget... Et comment établir cet équilibre... sans rejeter une partie considérable du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ? » (Le bouclier fiscal, déjà). « Bien mieux, l'endettement de l'Etat était d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui régnait. ... En fait, le déficit de l'Etat était l'objet même de sa spéculation et la source principale de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt... une nouvelle occasion d'escroquer l'Etat, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de négocier avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables ». Imaginons que l'on enseigne cela dans nos universités ou dans nos lycées, ou à la CGT !!!

Mais, nous qui savons, faisons le savoir.

- A lire, de notre camarade Michel Cuny, un nouvel ouvrage, « Une santé aux mains du grand capital ? L'alerte du Médiateur. Pour en savoir plus, voir sur le site <http://unesanteauxmainsdugrandcapital.hautetfort.com>

- **Hommage à François Blumental, au siège de la CGT, le 1er décembre**

« Nous sommes comme des frères », c'est par ces mots que François, le 27 septembre, à Montreuil, quelques jours avant son décès, a salué notre camarade, son camarade Claude Badoil. Claude a évoqué la vie militante de François, les lourdes responsabilités qu'il avait assumées, mais aussi les bons moments d'amitié passés avec lui et d'autres camarades. François a été un grand militant de la CGT, un homme d'engagement.

- **Rappel (voir « On Continue » du mois d'août)**

La loi NOME entre en application le 1^{er} janvier 2012 (NOME = Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité). Les tarifs de l'électricité vont augmenter, comme ont déjà augmenté et vont encore augmenter, les tarifs du gaz. Les nouveaux compteurs vont être installés bien qu'ils aient fait la preuve de leur non-fiabilité. EDF va vous en demander le paiement (300 euros environ) : ne signez pas, ne signez rien !

L'agenda

- **Le 19 janvier 2012**, assemblée générale de la section de retraités Dunlop Montluçon.
- **Le 20 janvier 2012**, assemblée générale de la section Arkema de Pierre-Bénite.
- **Le 25 janvier 2012**, assemblée générale de la section interpro de Donges.
- **Du 22 au 25 mai 2012**, 10^{ème} Conférence de l'UFR, au Mont Dore.

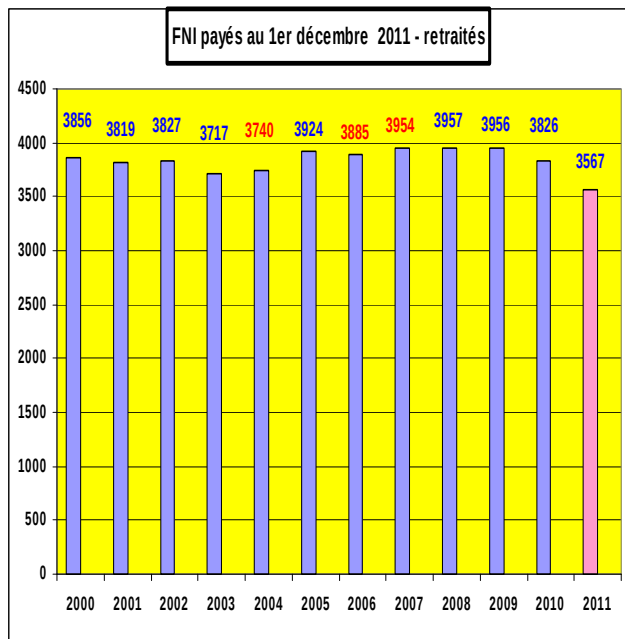
l'Orga — le point

Les membres du Conseil national de l'UFR sont mis à contribution pour relancer, chacun dans son département ou dans sa région, les camarades des sections dont on note un retard de paiement des cotisations.

Grâce à ces interventions de proximité, ce sont près de 200 FNI qui devraient nous parvenir avant la fin de cette année !

Continuité syndicale

Dans le numéro 15 de « *On continue* »... était annoncée la création de deux nouvelles sections de retraités au sein de très grosses entreprises. La gestation se passe bien, la naissance devrait intervenir prochainement... La question de la continuité syndicale est au cœur des préoccupations des Unions Fédérales de Retraités et des sections de retraités : c'est ainsi que le Collectif des retraités CGT de la Région Martégale (Martigues) ou la section retraités du syndicat CGT de Total Petrochemicals Gonfreville, ont tout récemment mis cette question à leur ordre du jour. Elles ne manquent pas de pointer le fait que ce sujet, au travers de la solidarité intergénérationnelle, doit être débattu dans chaque syndicat CGT. Elle passe donc essentiellement par l'implication des actifs, et devrait être abordée lors des AG ou des réunions de coordination.



La

● **Les retraités CGT Michelin Clermont-Ferrand soutiennent les salariés actifs qui luttent pour sauver leur emploi ou défendre l'augmentation de leurs salaires ou la liberté syndicale : trop de militants sont bafoués par les patrons.**

Plusieurs entreprises dans notre département (Puy-de-Dôme) ont lutté ou luttent encore. Avec nos modestes moyens nous essayons de les soutenir dans leurs actions, soit par des décisions de soutien financier soit aussi par des motions adressées à leurs patrons pour que ceux-ci prennent en compte leurs légitimes revendications.

Oui, la solidarité existe chez les retraités ! Actifs, retraités, nous subissons de plein fouet la politique de régression sociale du gouvernement. Actifs, retraités, on veut nous imposer de nous serrer la ceinture quand le président s'est augmenté de 140 % en arrivant à l'Elysée. Aujourd'hui, il gagne 49 191 euros par mois (sans compter des appartements de rapport, des assurances-vie, etc.). Quant au ministre auvergnat Vauquiez, qui, lui, empoche mensuellement 14 000 euros, il trouve que le RSA est trop élevé et voudrait faire travailler les bénéficiaires gratuitement !

Comme nous le disons dans un slogan de manif :

« **la crise c'est eux, la solution c'est nous** ».

Soyons tous solidaires !

● **Compte rendu de l'Assemblée générale de la section de retraités de la Plateforme Chimique de Roussillon (extraits).**

Cette AG s'est tenue le 6 décembre 2011, en présence de 150 syndiqués, du secrétaire de l'UD CGT de l'Isère, du responsable de la plateforme chimique, d'un membre du bureau de l'UL de Roussillon, d'un membre de la CE départementale de l'Isère.

Après le rapport d'introduction de notre secrétaire général sur l'actualité politique, notre rôle, notre action, la préparation de **la manifestation du 13 décembre**, s'est instauré un bon débat lieu sur notre action, notre rôle à 6 mois d'une échéance électorale importante, mais aussi, quel que soit le président, de la continuité de poursuivre la lutte pour la satisfaction de nos principales revendications.

Intervention sur la nécessité de la syndicalisation des retraités : aujourd'hui notre section compte 708 retraités, rayonnant sur 17 fédérations 66 communes, 5 départements. Travail de proximité maillage des secteurs voisins, travail avec les actifs toutes activités pour plus d'efficacité faire plus et mieux qu'aujourd'hui. Objectif 800 Syndiqués une utopie ou une réalité ?